N° 1 PRIX DU NUMÉRO — élastique, de zéro à l'infini (*prière aux revendeurs de ne pas dépasser cette limite*)

LA LIBRE BELGIQUE

Acceptons provisoirement les sacrifices qui nous sont imposés..... et attendons patiemment l'heure de la réparation.

Le Bourgmestre,
ADOLPHE MAX.

Envers les personnes qui dominent par la force militaire notre pays, ayons les égards que commande l'intérêt général. Respectons les règlements qu'elles nous imposent aussi longtemps qu'ils ne portent atteinte ni à la liberté de nos consciences chrétiennes ni à notre DIGNITÉ PATRIOTIQUE.

MGR MERCIER.

BULLETIN DE PROPAGANDE PATRIOTIQUE -- RÉGULIÈREMENT IRRÉGULIER

NE SE SOUMETTANT A AUCUNE CENSURE

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
KOMANDANTUR - BRUXELLES

BUREAUX ET ADMINISTRATION
ne pouvant être un emplacement de tout repos ils sont installés dans une cave automobile

ANNONCES
Les affaires étant nulles sous la domination allemande, nous avons supprimé la page d'annonces et conseillons à nos clients de garder leur argent pour des temps meilleurs.

AVIS IMPORTANT

Ceux auxquels ce bulletin est distribué doivent y voir avant tout une preuve de la confiance que les éditeurs ont en leur patriotisme et leur discrétion. Ils voudront bien le passer à des amis également sûrs qui le passeront à d'autres le plus rapidement possible.

Le tirage forcément restreint de ce bulletin pourra ainsi produire un effet assez considérable sur l'opinion à Bruxelles.

Son seul but est de raffermir et d'encourager le patriotisme belge jusqu'à l'heure encore inconnue, mais certaine, de la délivrance de notre généreux et glorieux petit pays, victime de la trahison teutonne.

Il y a en Belgique une majorité considérable de citoyens belges avant tout. Notre bulletin sera bientôt très répandu.

La LIBRE BELGIQUE *s'imprimera tantôt dans une cave, tantôt dans une autre.*

La LIBRE BELGIQUE *ne ressemblera pas à ces gazettes qui se publient et se crient partout avec l'autorisation, la protection et les encouragements des allemands, et qui aident ceux-ci à endormir notre patriotisme et à le décourager. Non, la "Libre Belgique„ vivra dans une cave et se propagera comme le catholicisme dans les catacombes.*

Elle vivra malgré la persécution et narguant la censure, parce qu'elle dira la vérité et rien que la vérité, et qu'il y a quelque chose de plus fort que la force, plus fort que la "Kultur„, plus fort que les allemands, c'est la vérité. Et la Belgique est la terre de la vérité et de la liberté. L'Allemagne est la terre de la force et de l'orgueil ; père du mensonge et de l'hypocrisie. C'est ce que la LIBRE BELGIQUE *établira surtout.* LA LIBRE BELGIQUE *sera avant tout patriotique. Mais elle ne sera pas agressive, parce que la Belgique est foncièrement amie de la paix et respectueuse du bien et de la liberté d'autrui.*

La LIBRE BELGIQUE *sera donc en principe ennemie de la conquête et partisan de la suppression de la guerre par l'arbitrage et la conciliation internationale. Elle ne sera pas néanmoins adversaire de la défense nationale. On ne doit pas confondre pacifisme et antimilitarisme.*

LA LIBRE BELGIQUE *sera respectueuse des convictions d'autrui et partisan de l'union de tous les belges pour la défense des libertés constitutionnelles. Elle*

Belgian War Press

estime que ces libertés constituent actuellement le meilleur moyen pour tout le monde de vivre en paix et de croître en puissance dans ses frontières.

LA LIBRE BELGIQUE *sera enfin royaliste parce qu'elle est respectueuse du pouvoir établi et qu'elle n'a nulle envie de changer un mode de gouvernement qui lui a valu plus de 80 ans de prospérité, de paix et a fini dans les derniers temps héroïques que nous traversons, par lui valoir la gloire.*

LA LIBRE BELGIQUE *qui compte des collaborateurs de tout âge, sera aussi partisan de notre neutralité. Elle estime qu'il est impertinent de se mêler des affaires du prochain, quand ce prochain ne vous y invite pas formellement et vous laisse en paix. Vivre et laisser vivre les autres est sa maxime. La neutralité est pour elle l'idéal parce que c'est aussi le devoir.*

Elle déteste d'être conquise, elle comprend que les autres éprouvent le même sentiment. Elle ne veut donc pas de conquête. Si au jour du règlement de la paix, on lui propose des agrandissements territoriaux, elle s'y opposera énergiquement, à moins que ceux qu'on veut lui annexer ne manifestent par un plébiscite régulier et libre qu'ils désirent leur annexion à la petite Belgique.

UN NOUVEAU CHAPITRE A AJOUTER AUX ATROCITÉS ALLEMANDES.

La semaine dernière la Belgique a revu un assez grand nombre de ses enfants, citoyens civils, retenus prisonniers en Allemagne depuis quatre ou cinq mois au mépris des lois de la guerre. Il y avait parmi eux des femmes et des enfants et de paisibles promeneurs qui étaient allés voir les ruines de Louvain. Ils ont été emmenés ensemble en Allemagne assis sur des planches dans des wagons à bestiaux sur lesquels on avait inscrit en grandes lettres « CIVILISTEN » (Francs-tireurs, en allemand).

Ils sont restés ainsi à jeun enfermés pendant 45 heures sans pouvoir même se retourner du côté de la lucarne qui donne la lumière et l'air, et ce sous peine d'être fusillés.

Il est à peine besoin de dire que parmi ces prétendus francs-tireur beaucoup n'avaient jamais tenu un fusil en main. Aucun, absolument aucun n'avait tiré une seule cartouche.

Avant de les embarquer dans les wagons à bestiaux, on avait à la gare de Louvain fait ranger les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre et l'on avait tué d'un coup de fusil un homme sur trois en les numérotant : on s'était arrêté au nº 12 par suite d'une reprise de la bataille. Cela se passait dix jours aprés le sac et l'incendie de Louvain au milieu d'un combat oú les allemands d'abord refoulés jusqu'à Louvain par les troupes régulières belges, avaient ensuite reçu de grands renforts et avaient repoussé nos soldats.

Les pauvres civils ainsi capturés ont été l'objet des insultes, des crachats et des violences de la population des villes allemandes par lesquelles ils ont passé, notamment à Frederickfeld et à Wezel.

A Wezel on leur à lancé le contenu de bacs à ordures.

Après ce voyage accompli dans des conditions pires que celles qu'on a coutume d'imposer aux bêtes destinées à la boucherie, ils ont été parqués dans divers camps avec des prisonniers de guerre, soldats de diverses nationnalités.

Pendant les 15 premiers jours ils ont dû dormir à la belle étoile par tous les temps. Quelques-uns sont morts.

On a édifié pendant ces quinze jours des baraquements ou ils ont trouvé un abri, puis on a doté ces baraquements d'un plancher et enfin on a donné à ces malheureux de la paille, et enfin quelques matelas, et deux petites couvertures. Leur nourriture pendant les 5 mois de leur détention a consisté invariablement en une ration de café le matin, une soupe de légumes (carottes, betteraves, féverolles) oú les heureux favorisés par le hasard trouvaient parfois un morceau de morue ou de viande, trois cent grammes de pain bis (un pain de 5 livres partagé en 7) et le soir encore du café avec un petit morceau de boudin.

Au retour qui a duré trois jours on leur a donné une fois du café et une fois du pain.

On devine dans quel état misérable se trouvaient les 1700 civils brabançons qui ont ainsi regagné leur domicile.

En même temps qu'eux les gardes civiques du Limbourg ont, à ce qu'on nous a assuré, été rapatriés.

CE QUE VALENT LES PROMESSES ALLEMANDES

A leur entrée à Bruxelles, les Allemands promirent de respecter la personne et les biens des particuliers.

Ils commencèrent immédiatement par faire des réquisitions diverses contre des bons sans valeur et confisquèrent notamment toutes les armes de prix. Puis ils exigèrent une première contribution de guerre se chiffrant par millions.

Plus tard, ils frappèrent la ville d'une amende de cinq millions, sous prétexte qu'un agent de police avait frappé un agent allemand dans l'exercice de ses fonctions.

En décembre dernier, ils exigèrent de la Belgique, 480 millions, c'est-à-dire plus de 6 fois autant que les contributions directes (foncières, personnelles et patentes) d'une année entière. A cette condition ils *promirent formellement de ne plus lever d'autres contributions* et de payer en argent toutes leurs réquisitions. Mais simultanément ils continuèrent à pratiquer des réquisitions dans beaucoup de cantons en province.

En janvier, ils décrétèrent que les citoyens absents de Belgique qui ne seraient pas rentrés le 15 mars 1915, seraient frappés d'un impôt supplémentaire égal à dix fois la contribution personnelle, y compris tous les centimes additionnels.

Enfin, ils avaient promis aussi de n'exiger aucun service direct pour l'armée allemande. Mais en janvier ils ordonnèrent aux propriétaires de noyers, d'abattre tous les noyers existant en Belgique, ayant au moins 30 centimètres de circonférence. Le tout sous prétexte d'en faire des crosses de fusils pour les soldats allemands.

Il y a pourtant une loi en Allemagne comme en Belgique qui stipule que la propriété privée est inviolable et que nul ne peut être exproprié sans une juste et préalable indemnité.

De même les allemands réquisitionnent les métaux pour leurs fabriques d'obus et de munitions diverses, en dépit de leurs principes.

On voit par ces quelques faits ce que valent les promesses allemandes. Il est vrai que le gouvernement prussien avait aussi promis en 1831, 1839, 1870, 1910, 1911 et jusqu'août 1914 inclus, de respecter et même de protéger notre neutralité.

Fides teutonica diabolica.

LES LEÇONS DE LA GUERRE

Un officier anglais, avocat à Londres en temps de paix, a dit à un correspondant du *Nieuw Rotterdamsche Courant* : Voici comment on s'y est pris pour former les officiers nécessaires à la nouvelle armée anglaise.

Cette nouvelle armée manquait surtout d'officiers de rang inférieur.

On s'est dit qu'il fallait supprimer toutes les choses inutiles à la formation et au recrutement.

Parmi les intellectuels qui se présentaient comme volontaires on a choisi les mieux constitués pour devenir officiers, les plus exercés et les plus agiles. Pour l'artillerie des ingénieurs, pour les autres armes des avocats, des médecins futurs, des lettrés.

L'interlocuteur du correspondant a ajouté : Les Allemands riront peut être de notre façon d'agir, mais l'après-nous la guerre est une question de pratique avant tout et non de théorie.

A nos officiers subalternes nous ne demandons que les services que l'on doit attendre d'eux, et non de conduire des corps d'armée, et l'on doit reconnaître qu'ils ont bien fait ce que l'on attendait d'eux.

DERNIÈRES NOUVELLES

La situation des alliés anglo-franco-belges s'améliore toujours lentement, mais sûrement. Des renseignements venus de source sûre de Flandre nous assurent que la soumission de toutes les troupes aux ordres du généralissime Joffre est complète, et que notamment le moral des soldats belges est parfait. De nouvelles recrues leur arrivent incessamment.

Un journal de Cologne avoue qu'en dépit de tous les efforts allemands, la population des Etats-Unis est absolument hostile à l'Empire de Guillaume II. Il cite plusieurs traits à l'appui de son opinion : nous n'en citerons qu'un : Un richard américain a offert un million de dolars à l'Université d'Harvard, à la condition que le corps professoral soit purgé du seul professeur allemand qui en fait partie.

En Angleterre comme en France et à l'Etat-major belge, la confiance dans la victoire finale est plus complète que jamais, malgré les forfanteries des grands chefs allemands.

Belgian War Press

Des incidents significatifs sur lesquels nous reviendrons semblent démontrer que le Kaiser n'a pas encore vu la fin des mécomptes que lui attirera sa folle et criminelle entreprise.

NOS MILICIENS

Les miliciens belges continuent, malgré les sentinelles allemandes et la double ligne de fils de fer barbelés qui longe la frontière, à passer en Hollande tous les jours pour de là se rendre en Angleterre puis en France où ils sont enrégimentés.

Quelques-uns ont payé de leur vie leur vaillance.

Dans certains villages il ne reste plus un seul conscrit des classes de 1914 et de 1915. Dans un certain village il n'y a plus qu'un seul conscrit de la classe 1914; il n'ose se montrer. On cite un père de famille dont un des trois fils est mort au front, le deuxième est estropié par la mitraille, le troisième est au feu.

La liste des parents annonçant dernièrement un service funèbre à Ste Gudule pour un volontaire belge, comprenait sept volontaires encore au feu.

On cite de nombreux cas de jeunes belges qui à la première nouvelle de la guerre ont abandonné leurs entreprises, brillantes cependant aux Etats-Unis, en Afrique, au Brésil, etc, et ont pris du service dans l'armée des alliés.

César disait des Belges : « Ce sont les plus vaillants des Gaulois » (Gallorum fortissimi Belgii) Cela est resté vrai. Liége, Aerschot et l'Yser l'ont prouvé en 1914.

L'ANNEXION DE LA BELGIQUE

Les glorieux vainqueurs de notre petit pays continuent leurs mesures de prussification. Ils ne se contentent pas des inscriptions allemandes et des réquisitions de tous genres. Ils se sont emparés du parc de Bruxelles où ils font des promenades à cheval dans les allées réservées aux piétons et où ils construisent en face des ministères, un vilain et encombrant hangar.

Ils remplacent peu à peu le personnel civil belge des départements ministériels par un personnel allemand et y ont nommé récemment des directeurs généraux allemands.

Enfin, au port d'Anvers, au lieu d'un simple " capitaine du port „ on a mis à ce poste un amiral allemand.

LA NEUTRALITÉ BELGE

On télégraphie de New-York.

La brochure de propagande que M. Dernburg vient de publier sous le titre "The Case of Belgium„ n'a convaincu personne aux Etats-Unis que c'était la Belgique elle-même et ses alliés qui avaient violé la neutralité belge.

Le Times de New-York juge cette tentative en ces termes :

« Considérant la totalité de ces documents, il nous est impossible de découvrir la plus petite preuve que la Belgique se soit écartée, si peu que ce soit, de son devoir de nation neutre et neutralisée et qu'elle ait fait autre chose que de lutter de toutes ses forces pour défendre ses droits incontestables, cruellement violée par l'Allemagne sans même un prétexte. »

LA « KOMMANDATUR » PAR J. F. FONSON

Cette pièce d'actualité de l'un des auteurs du célèbre « Mariage de Mlle Beulemans » est une peinture de la vie à Bruxelles sous le talon allemand. « Le Times » rend compte avec de grands éloges du succès que la pièce a obtenu à Londres. Il appelle Libau l'un des principaux personnages de ces trois actes « un acteur de génie » et met aussi en vedette Mlle Jane Delmer, Dieudonné et Couta.

L'auteur a été acclamé et rappelé sur la scène.

C'est la peinture prise sur le vif de la vie parmi les pauvres prisonniers, vendeurs de journaux prohibés ou étrangers, accusés de critique contre le Kaiser, facteurs privés, qui mangent leur soupe en commum dans un séau et sans cuillère et dorment sur le plancher. Le jovial et pathétique s'y mélangent agréablement.

Belgian War Press

J'ACCUSE!

PAR

UN ALLEMAND

Celui qui sait la vérité et qui ne la dit pas
Est vraiment un pitoyable drôle.
(Chanson des étudiants allemands.)

NOTE. — Les quelques blancs qu'on rencontrera dans l'ouvrage correspondent aux blancs de l'édition allemande.

I. — ALLEMAGNE, ÉVEILLE-TOI!

La vérité est en marche.

Si une loi sur la responsabilité des ministres — laquelle, ainsi que beaucoup d'autres belles choses, est promise depuis soixante-quatre ans au peuple prussien — existait en Allemagne comme dans tous les pays vraiment parlementaires, le Dr Bethmann Hollweg, chancelier de l'Empire et président du Cabinet prussien, devrait être mis en accusation et condamné.

On pourrait dire à sa décharge qu'il n'a pas été l'instigateur de la guerre, mais qu'il a été contraint à la provoquer. Néanmoins, un ministre qui se fait l'instrument d'une coterie belliqueuse, qui couvre les irresponsables de sa responsabilité, qui entreprend la tâche honteuse de faire accroire à son peuple et au monde entier que cette guerre, depuis longtemps et préparée, est une guerre défensive — et par ce mensonge déchaîne le plus horrible des malheurs — qui cause à son pays — qu'il soit victorieux ou vaincu — des blessures dont il mettra longtemps à se remettre, qui livre à la mort ou à la mutilation la fleur de la nation, qui détruit d'un coup le laborieux travail d'un demi-siècle, qui déchire les liens unissant les peuples civilisés, et réduit en ruines une florissante partie de l'Europe, ce ministre-là devra subir la punition que mérite son forfait.

* * *

En prouvant que seules l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont responsables de la guerre, je m'expose à la critique d'une grande partie des Allemands qui considèrent comme un devoir patriotique de se refuser à entendre la vérité, ou, s'ils la discernent par eux-mêmes, de ne pas la révéler pendant la durée des hostilités.

Ces deux motifs seuls peuvent expliquer l'état d'esprit actuel d'un peuple aussi intelligent que le peuple allemand. L'état de guerre, proclamé le 31 juillet, a placé la vie intellectuelle de l'Allemagne sous le contrôle de généraux. Les frontières ont été si bien surveillées que, depuis plus de six mois, aucun souffle d'esprit étranger pouvant troubler l'unité allemande, aucun document et aucune preuve de source étrangère susceptibles d'éclairer le peuple n'a pénétré dans le pays. Aussi les neuf dixièmes des Allemands acceptent-ils aveuglément les phrases si habilement construites de « la défense imposée » du « combat pour notre liberté et notre culture contre l'agression et l'oppression ». Les « Français et les Russes ont franchi la frontière »; « la patrie est en danger »; « l'ennemi nous surprend en pleine paix »; « il s'agit pour nous d'être ou n'être plus »; « il nous faut protéger nos biens les plus sacrés, la patrie et le foyer, contre une attaque scélérate »; « nous combattons pour les fruits de notre travail pacifique, pour l'héritage d'un grand passé et pour notre avenir ». Par ces superbes phrases (qui sont toutes empruntées à des écrits officiels), on a dupé à dessein le peuple allemand, on a enflammé son patriotisme et on l'a poussé à faire d'immenses, d'énormes sacrifices en vie et en biens.

Ceux (ils sont en petit nombre) qui, le tumulte des premiers jours passé, recouvrèrent peu à peu la raison, surent se procurer, à la barbe des censeurs, des versions et des documents étrangers et arrivèrent par une consciencieuse étude comparative à discerner la vérité, durent la garder pour eux, car la proclamer ouvertement eût passé (et passe encore) pour un acte antipatriotique et l'autorité militaire eût réprimé chaque divulgation et puni les auteurs du méfait.

Pour échapper à ce sort, ils se sont tus et se taisent encore. Par contre, ceux qui ne connaissent pas la vérité, ou ne veulent pas la connaître, crient d'autant plus fort et inondent le monde de leurs sottes élucubrations. Personne ne les croit, même s'ils répètent des millions de fois les mensonges allemands. Que dire du manifeste que les notabilités telles que Bode, Dehmel (1), Haeckel, Hauptmann (1), Liszt, Sudermann, Laband, Liebermann — en tout environ cent noms — répandent à l'étranger et qui commence ainsi :

« L'Allemagne a fait tous ses efforts pour conjurer la crise. Les preuves irréfutables sont étalées devant le monde. Le peuple allemand ne s'est levé comme un seul homme que lorsque, de trois (sic) côtés des forces supérieures, depuis longtemps aux aguets à la frontière, ont pénétré sur son territoire. »

Et ces histoires de brigands sur un ennemi aux aguets à la frontière, — on pense involontairement aux Mohicans et à Ali-Baba, — on ose les faire accroire à un peuple aussi cultivé que le peuple italien, où un facchino connaît mieux la vérité historique sur la guerre qu'un Harnack chez nous, et dont le gouvernement a déclaré, aux applaudissements de tout le pays, que la guerre était une guerre offensive de l'Allemagne et de l'Autriche! Il l'a déclaré avec raison, et il devait le déclarer s'il ne voulait pas s'accuser lui-même de perfidie et de parjure.

Il va de soi que nous sommes le premier peuple du monde, et que, conséquemment (c'est leur logique!), nous sommes appelés à imposer notre culture aux peuples inférieurs (y compris les neutres) au moyen de bombes et de grenades, d'incendies et de dévastations. Cette mission nous a été assignée par la Providence; autrefois, elle avait chargé le Croisé de combattre le Turc — dont nous avons gagné l'appui pour lutter contre des peuples chrétiens — et prescrit aux catholiques, lors de la guerre de Trente-Ans, d'extirper par le fer et le feu la nouvelle croyance des protestants. D'après l'opinion de nos esprits dirigeants, une guerre de culture a subitement remplacé depuis le 1er août les guerres de religion; on y lutte pour la parité ou la suprématie des diverses cultures ennemies. A-t-on jamais vu pareille folie? L'écrasante défaite que la France a subie en 1870, a-t-elle étouffé ou seulement porté atteinte à la culture de ce pays? La domination napoléonienne a-t-elle détruit une seule parcelle de notre culture qui, précisément à cette époque, brillait d'un éclat incomparable? Les Romains en conquérant la Grèce ont-ils assujetti la culture grecque? C'est exactement le contraire qui s'est produit : l'esprit et l'art grecs ont subjugué Rome. Et le christianisme? Le petit pays de Galilée n'a-t-il pas finalement imposé son esprit à l'Empire romain? Comment peut-on, du reste, parler d'une lutte de cultures, alors qu'il ne s'agit que d'une lutte « d'anti-cultures », de barbaries réciproques. Et cette lutte devient de jour en jour plus opiniâtre, plus cruelle et plus meurtrière. Les principes du droit des peuples et de l'humanité — si l'on peut encore employer ce mot en parlant de ces boucheries inhumaines — y sont de plus en plus oubliés. Quel rapport cela a-t-il avec la culture? Avons-nous peut-être l'intention d'étouffer les cultures anglaise, française, russe ou belge? Voulons-nous renoncer à Darwin, Newton et Spencer, Tolstoï et Dostoïewsky, Voltaire, Rousseau, Zola et Goncourt, Rubens, Van Eyck, Meunier et Maeterlinck ou abolir leur œuvre? De quel droit prêtons-nous donc aux autres des desseins que nous n'avons point et que nous ne pourrions pas exécuter si nous les avions? Si on ne le lisait pas journellement, on ne pourrait pas croire que des intellectuels allemands cherchassent à se convaincre et à persuader le peuple que la culture est en danger et qu'elle doit être défendue par des Zeppelins et des canons de 420 mm.

La névrose guerrière est devenue épidémique, comme au moyen âge le mal de Saint-Guy et la flagellation. A l'exemple des derviches qui, des heures durant, récitent les mêmes formules de prières et font avec le torse, les bras et les jambes les mêmes mouvements gymnastiques jusqu'à ce qu'ils s'effondrent, étourdis et l'écume à la bouche, les savants allemands répètent depuis des mois les mêmes litanies patriotiques et les mêmes affirmations gratuites dont le contraire est prouvé. Par leurs gestes incessants et monotones, il semble qu'ils cherchent à élever leur peuple jusqu'à ce que, à leur opinion, il ait surpassé tous les autres et soit devenu sinon semblable à Dieu, du moins son peuple élu. Ils s'étourdissent de leurs propres phrases et, bavant de patriotisme et s'adorant, ils finissent par s'agenouiller devant eux-mêmes... Mais ils sortiront un jour de leur étourdissement et un affreux « mal de cheveux » (Katzenjammer) suivra leur sauvage ivresse.

Cet écrit est destiné à hâter le réveil : je considère cela comme un devoir patriotique. Plus l'ivresse durera, plus les suites en seront mauvaises pour le peuple allemand et plus le réveil sera difficile et affreux. Seul un meilleur examen des causes et des buts de cette guerre, seule la connaissance des fautes et des responsabilités pourront provoquer un revirement salutaire.

L'Allemagne et l'Autriche seront-elles victorieuses?

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES PAYS BELLIGÉRANTS.

Aujourd'hui, on ne peut plus s'attendre à une victoire des empires alliés. La supériorité financière et économique des pays réunis contre eux est si grande qu'elle ne peut pas être compensée par l'habileté et la force militaire allemandes et par des sacrifices humains ou matériels, si grands soient-ils. Toutes les déclamations sur le « tenir jusqu'au dernier souffle », tous les fallacieux exposés sur la capacité de résistance de la vie économique de l'Allemagne n'y changeront rien. La réserve en or de la Banque d'Empire ne prouve pas que la situation économique soit encore supportable : presque tout l'or en circulation est rentré à la banque, et les trois milliards en bons de caisses de prêts ne sont pas couverts par de l'or, mais par des marchandises et des effets irréalisables.

L'industrie ne travaille plus que pour la consommation du pays et les besoins de l'armée. L'argent pour les livraisons militaires est fourni par le contribuable allemand et ne rapporte aucun intérêt. Une seule classe n'est

(1) Ils ont été décorés le jour de la fête de l'Empereur, en 1915, de l'ordre de l'Aigle Rouge, IVe classe.

pas affectée, celle des agrariens; ce sont les instigateurs, les hérauts de la guerre, les impérialistes et les chauvins, à qui le peuple allemand est redevable de la catastrophe. De leurs rangs sortent les colonels et les généraux, les Bernhardi et les Frobenius, qui prescrivent à l'Empire sa mission historique et lui annoncent son « heure décisive ». Ce sont eux qui possèdent l'oreille des grands et qui leur instillent le poison de leurs idées. Ce sont eux aussi à qui la guerre profite le plus. Ils doivent naturellement payer leur tribut à la patrie, mais le sang qu'ils répandent n'est pas perdu. Ils font des affaires plus brillantes que jamais; le prix de leurs produits, grains, pommes de terre, bétail, aurait monté fabuleusement si le gouvernement ne s'était pas vu obligé de fixer des prix maxima, qui sont encore bien supérieurs à ceux établis en temps de paix (1).

Par contre, les classes ouvrière et bourgeoise dépérissent et s'étiolent. Les mers étant ouvertes à nos ennemis, l'Angleterre et la France, et aux pays neutres, il serait surprenant qu'ils ne parvinssent pas à nous chasser peu à peu des marchés étrangers. L'allemagne en étant exclue, le trafic commercial de l'Italie et de la Hollande augmente. Les efforts que font les Anglais pour supplanter notre commerce en Amérique, en Afrique et en Asie, auront d'autant plus de succès que la guerre sera plus longue. En tout cas, il se passera des décades avant que nous retrouvions la situation que nous avions avant celle-ci. Le lent acheminement de notre vie économique vers la ruine est accéléré par la nécessité de trouver les moyens pour entretenir nos armées. On estime que le seul entretien d'un soldat coûte 10 marks par jour. Si nous avons cinq millions d'hommes sous les drapeaux, la guerre nous revient à 50 millions de marks par jour, à 1 1/2 milliard par mois et à 18 milliards par an. Ajoutons à ce dernier chiffre les dépenses causées par la consommation des munitions — un seul coup de notre mortier de 42 coûte des milliers de marks — et le matériel qu'il faut remplacer ou réparer, et le coût de la guerre s'élèvera annuellement à 25 milliards de marks. Cette somme surpasse de 5 milliards la dette globale de l'Empire allemand et des États confédérés pour l'année 1912.

La justesse de ce calcul peut se prouver de la manière suivante : jusqu'à présent, les crédits militaires allemands ont atteint 10 milliards de marks, auxquels il faut ajouter 1 milliard provenant de la taxe militaire de 1913. Cette somme doit suffire jusqu'à la fin de l'année économique, le 31 mars 1915; mais elle ne sera pas consacrée entièrement à une remise en état du matériel de guerre, d'ailleurs elle ne serait pas suffisante pour cela; si nous y ajoutons les contributions indispensables à cet effet, nous obtiendrons un chiffre approximatif de 25 milliards.

Les pertes que la guerre a causées à notre vie économique sont incalculables. Les bourses sont fermées; personne ne sait aujourd'hui ce qu'il possède; presque toutes les valeurs sont irréalisables. Sans le système subtil, mais peu solide, des caisses de prêts, sans les lois de protection du 4 août et toutes les mesures qui devaient en partie enrayer la crise et en partie la dissimuler, la ruine de notre vie économique ne serait qu'une question de jours.

Nous injurions l'Angleterre sur tous les tons parce qu'elle met à profit sa situation géographique et économique. Agirions-nous autrement si nous étions à sa place? « A la guerre comme à la guerre. » Chacun se défend aussi bien qu'il le peut. Ne spéculions-nous pas sur les effets que la guerre sainte — qui est en grande partie notre œuvre — pourrait avoir dans les colonies anglaises? N'exigeons-nous pas de la petite Belgique appauvrie, dévastée et presque affamée, — qui cependant ne fait que défendre son indépendance et sa liberté, — n'exigeons-nous pas de ses villes, entièrement ou en partie saccagées, de soi-disant contributions de guerre se montant à des centaines de millions? — Je préfère de beaucoup la guerre économique que nous fait l'Angleterre à la guerre sanglante que nous avons déchaînée; la première épargne ce qu'il y a de plus précieux, la vie humaine, elle ne coûte que des sacrifices matériels. Elle se rapproche un peu de l'état de paix entre pays dont les relations commerciales ne sont pas réglées par des traités : ils se font une guerre économique, sans pertes humaines. — Les autres États belligérants s'épuisent aussi, mais c'est une faible consolation! Plus la vie économique d'un pays est active, plus son commerce et son industrie sont développés, et plus les effets de la guerre y sont sensibles. Laissons de côté la Russie qui, avec ses 180 millions d'habitants, n'a eu en 1912 qu'une importation et une exportation de 8 milliards, et considérons la France et l'Angleterre. Ces pays sont beaucoup plus riches que l'Allemagne. Après la destruction des quelques croiseurs-corsaires allemands, toutes les mers leur ont été ouvertes. Ils peuvent ainsi exporter leurs produits et importer les matières premières et les vivres dont ils ont besoin. En cherchant à se tromper et à duper les autres à ce sujet, la presse allemande accomplit une œuvre stupide et funeste. Le crédit de l'Angleterre et de la France a, jusqu'à maintenant, fort peu souffert. Les billets anglais et français ont conservé presque intégralement leur cours à l'étranger, tandis que les billets allemands étaient cotés de plus en plus bas. Le billet de 100 marks valait à l'étranger 112 francs (au lieu de 125), tandis que le billet d'une livre sterling se payait 26 francs (au lieu de 25).

L'emprunt de guerre allemand à 5 p. c. a été émis au cours de 97 1/2 p. c., cependant que le cours d'émission de l'emprunt anglais à 3 1/2 était de 95 p. c. Si la richesse et le crédit de l'Allemagne égalaient ceux de l'Angleterre, l'emprunt du premier pays à 5 p. c. vaudrait environ 4 p. c. de plus que l'emprunt du second à 5 p. c. et aurait pu être émis au cours de 135 p. c. au lieu de 97.

Ces comparaisons montrent clairement l'énorme différence entre les situations économiques et les capacités de résistance des deux États. Il ne sert de rien de vouloir la cacher par patriotisme : les faits sont probants. Plus nous chercherons à les ignorer, plus nous nous ferons du tort. Non seulement nous ne trompons personne, mais, en nous leurrant nous-mêmes, nous nous berçons d'irréalisables espérances, nous persistons de plus belle à continuer la lutte, et nous finirons par nous ruiner complètement.

LA SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DES PAYS BELLIGÉRANTS.

La situation politique et militaire se présente sous les mêmes aspects que la situation économique. Nous avons perdu nos colonies qui nous ont coûté des millions et auxquelles nous vouions tous nos soins. L'Autriche a dû abandonner aux Russes la Galicie et la Bukovine, et la Hongrie est à la veille d'être envahie. En outre, les Français sont en Alsaces et les Russes en Prusse Orientale (1). Par contre, nos troupes occupent la Belgique et le nord-est de la France, et, alliées aux Autrichiens, une partie du royaume de Pologne.

Ainsi, les belligérants sont en possession de territoires d'échange qui, à la fin des hostilités, devront être restitués comme les prisonniers. A mesure que la guerre se prolonge et s'étend, et que d'autres États se joignent aux belligérants, le nombre de ces territoires s'accroît.

Pour des raisons militaires aussi bien que stratégiques, personne ne peut plus croire à une victoire des Empires alliés. C'est là une hypothèse qu'il faut écarter définitivement. Les combats dans l'Est ont un caractère purement défensif. Ils ont été malheureux pour l'Autriche, et après les premiers coups, heureux pour nous. Quelle importance aurait la prise de Lodz, et éventuellement celle de Varsovie, eu égard au colosse russe? Celui-ci sera-t-il vaincu quand nous aurons conquis la moitié ou la totalité de la Pologne. Un nouveau territoire d'échange sera tombé entre nos mains; mais la Russie ne sera nullement écrasée.

Et la situation en France? Que de difficultés devons-nous surmonter pour nous emparer seulement du Nord-Ouest de la Belgique! Que de sacrifices immenses devons-nous faire! Des milliers de pauvres soldats héroïques et dupés sont morts dans les tranchées et les canaux, dans la neige et dans la boue. Leur dernier souffle fut un adieu à leur femme, à leur mère et à leurs enfants, et leur dernière pensée fut pour la patrie, le foyer et la paix. Pourquoi sont-ils morts? Pour conquérir quelques mètres carrés d'un terrain inondé et dévasté, avec des villes détruites, afin que la grande illusion, la marche sur Calais et l'invasion de l'Angleterre, puisse être réalisée.

Il y a trente ans, un tableau de Spangenberg fut très admiré à l'exposition des Beaux-Arts de Berlin. Il s'intitulait la « Chasse au bonheur ». Sur une boule de verre étincelante, plane une belle femme nue poursuivie par une troupe de cavaliers sauvages qui cherchent, avec des gestes avides, à saisir la couronne de lauriers qu'elle tient dans sa main droite élevée. Elle attire et séduit par ses yeux ravissants; sa chevelure d'un blond rouge flotte au vent et caresse presque le visage d'un premier cavalier. Mais la couronne convoitée échappe toujours aux mains tendues des poursuivants. Devant eux s'ouvre un abîme, traversé par un pont. Il est juste assez large pour permettre à la « Sphère du bonheur » et à la déesse de franchir le gouffre où les cavaliers trouveront une mort inévitable. Déjà le premier y tombe; les autres vont le suivre, et l'image du bonheur disparaît pour toujours...

Il en sera ainsi, je le crains, de l'invasion de l'Angleterre que, depuis le début de la guerre, on fait miroiter aux yeux du peuple allemand. L'autre rive est fort près, mais nous ne l'atteindrons pas. Si l'entreprise était tentée, des centaines de milliers d'hommes y périraient. Et si nous parvenions en Angleterre, le peuple tout entier prendrait les armes contre nous. Nos soldats, coupés de leur base, seraient hachés. Ce que chaque allemand chuchote à son compatriote en guise de désir et d'espoir, m'apparaît comme une fantaisie téméraire dont la puissance maritime anglaise empêchera la réalisation.

Malgré toute l'admiration que nous inspirent les exploits de notre héroïque marine, il serait risqué de croire qu'avec des Zeppelins et des sous-marins (dont nos ennemis ont un plus grand nombre que nous : Angleterre, en 1912, 85; France, 90), nous puissions compenser l'énorme supériorité de la flotte anglaise. Remarquons avant tout ceci : la flotte britannique serait l'assaillante et la nôtre — en supposant qu'elle puisse arriver jusque dans la Manche — devrait non seulement se défendre elle-même, mais aussi protéger les navires pesants et désarmés transportant le corps expéditionnaire avec tout son matériel. Un tel dessein est-il concevable? Est-il possible qu'il y ait des êtres capables d'exposer à la mort des centaines de milliers de créatures.

Assez de cadavres couvrent aujourd'hui les champs de bataille de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique.

Et si nous parvenons en Angleterre, aurons-nous vaincu ce pays? Le

(1) Le pain est de plus en plus rationné et le monopole sur les grains vient d'être introduit.

(1) Notons que ce livre a été achevé en février. D'ailleurs les événements qui se sont produits dès lors n'auront aucune influence sur le résultat final.

peuple, se laissera-t-il dicter la paix à Londres comme chaque radoteur ou exalté le croit en Allemagne? Les colonies anglaises nous échoiront-elles? Pas le moins du monde. J'aimerais entendre le Canada, les Indes et la Nouvelle-Zélande acclamer le libérateur teuton, qui, comme le disait le chancelier à un journaliste américain, « doit apporter la liberté au monde »! Celui qui fait régner la servitude chez lui ne peut pas apporter la liberté aux autres. Quel pays est, politiquement, aussi arriéré et aussi bâillonné que l'Allemagne, à part la Russie et notre sublime alliée l'Autriche? Quel pays sait moins s'assimiler les peuples étrangers, leur laisser leur culture et leur langue, les rendre heureux et, partant, dévoués. Il suffit d'étudier notre politique vis-à-vis des Alsaciens, des Lorrains et des Polonais pour s'en rendre compte. L'affaire de Saverne est le point culminant de la politique pratiquée dans la marche de l'Ouest. En Pologne, les lois sur l'expropriation des biens héréditaires des Polonais qui nous ont fait dépenser inutilement des centaines de millions de marks et qui ont eu un effet diamétralement opposé à celui à que nous en attentions, sont un exemple frappant de notre politique en Pologne. Nous avons agi de la même manière à l'égard des Danois. La guerre nous a naturellement forcés à adoucir ces moyens vexatoires. Maintenant nous sommes pleins d'égards pour les Polonais, tandis que, autrefois, lorsque ils assuraient qu'ils n'agissaient pas contre la Prusse et qu'ils ne lui faisaient opposition que pour défendre leur langue et leur nationalité, nous leur répondions par des mesures coercitives et par de nouvelles lois. Comme il ne peut pas exister d'opposition dans le misérable parlement des junkers prussiens, tous les avertissements des partis de gauche restèrent stériles et l'on continua résolument à employer ces procédés de germanisation aussi maladroits que coûteux.

Et cette Allemagne, dirigée d'après les principes prussiens, serait capable de supplanter l'Angleterre qui doit sa puissance mondiale non seulement à la froide et tenace poursuite de ses intérêts, mais surtout à la manière géniale avec laquelle elle sait annexer les peuples à son empire, sans les opprimer, sans vouloir même se les assimiler!

La langue anglaise ne possède pas le mot « Anglicisation », parce que l'idée qu'il traduit manque à la politique anglaise. En politique le mot n'est formé que quand la conception existe. Le vocable « Kulturkampf » n'a été forgé que lorsque le conflit qu'il caractérise eut éclaté.

Donc, même si nous réussissions à débarquer en Angleterre, les colonies de ce pays seraient loin de nous saluer comme des libérateurs. Elles lutteraient jusqu'au bout avant de changer l'indépendance et la liberté anglaise contre la servitude et l'oppression allemandes.

LA SITUATION EN FRANCE.

Il est aussi à prévoir que la lutte en France ne conduira pas à un résultat qu'on puisse qualifier de victoire allemande. Une guerre offensive qui se termine en guerre de siège a de prime abord manqué son but. Nos braves soldats jouissent depuis plus de cinq mois des agréments qu'offrent les tranchées par la pluie, le vent et la neige. Seule la chute de bombes, de grenades et de flèches rompt parfois agréablement la monotomie de leur vie, déprimante pour le corps et l'esprit.

A la frontière est de la France, la ligne fortifiée Verdun, Toul, Nancy, Épinal, Belfort est presque intacte ou si peu menacée par les armées allemandes que les Ministres français et même le Président de la République font constamment des voyages d'inspection d'une forteresse à l'autre. Depuis longtemps, on n'a — heureusement — plus entendu parler du vainqueur de Longwy, de celui que François-Joseph nommait, dans une dépêche adressée au kaiser, le fils héroïque. Le fameux mot du comte Häseler, colporté à Berlin de bouche en bouche : « Je pense déjeuner à Paris, au café de la Paix, le jour anniversaire de Sedan », était prématuré. Peut-être le comte a-t-il remis le déjeuner au prochain « Sedantag »; je crains plutôt qu'il ne doive le renvoyer « ad calendas teutonicas ». Le gouvernement français est rentré à Paris avec tout le corps diplomatique. Il ne semble pas qu'il ait l'intention de retourner prochainement à Bordeaux. Chaque observateur loyal doit avouer que la guerre avec la France subit un temps d'arrêt; et ici plus qu'ailleurs arrêt signifie recul.

Les plans de notre état-major, mûris et achevés depuis longtemps, comportaient comme point essentiel le rapide écrasement de la France, afin de pouvoir, avec les forces devenues disponibles et le concours de l'Autriche, prendre ensuite une vigoureuse offensive contre la Russie. La Providence — on emploie déjà involontairement le jargon des dépêches allemandes — en a décidé autrement. Sept mois de lutte acharnée n'ont pas réussi à abattre la France. La brillante stratégie de Joffre, le Moltke français — je parle bien entendu de l'oncle et non du neveu, qui est en ce moment en traitement à Hambourg pour une affection bilieuse! — a subitement arrêté notre marche victorieuse et a contraint notre armée à se terrer dans des tranchées. Les fluctuations de cette guerre de siège sont si peu marquées qu'une décision n'interviendra pas avant que nos chefs se résolvent à laisser de côté toute considération d'humanité, et à lancer nos braves soldats à l'assaut, sous le feu dévastateur des canons, mitrailleuses et fusils ennemis. Ils l'ont déjà fait à quelques endroits (1). Si l'on se base sur les opinions et les sentiments de nos cercles dirigeants — le mot si spirituel du Kronprinz « tapez toujours ferme dessus », dans son télégramme au colonel von Reuter, est devenu le cri de guerre du peuple, des poètes et des penseurs. — On conçoit qu'ils perdent bientôt patience.

Et lorsque ces énormes hécatombes seront achevées, aurons-nous alors la victoire? Nullement. Nous aurons seulement ce que nous avions déjà obtenu en 1870 après quatre semaines de lutte — en supposant qu'au prix de tous les sacrifices nous réussissions à réaliser une avance importante. Les Français ont, sans doute, mis à profit ces cinq mois de calme pour fortifier leurs positions et leurs lignes de retraite éventuelles. D'incessants débarquements de troupes coloniales françaises et anglaises comblent les vides et renforcent l'armée de campagne. Dès lors de la guerre des Boers, les Anglais ont prouvé que malgré leur petite armée permanente, ils pouvaient lever des masses d'hommes. Il leur a été possible de les transporter dans l'Afrique du Sud. Aujourd'hui ils n'ont que la Manche à franchir. Chaque semaine rend plus difficile notre marche en avant, et nos adversaires augmentent sans cesse, tandis que nous, nous avons déjà levé la deuxième catégorie du landsturm.

PARTIE REMISE.

Comment cela finira-t-il? Dans le cas le plus heureux, ce sera partie remise. Sa fin sera marquée par un épuisement total des adversaires, mais non pas une victoire de l'un ou de l'autre. C'est, d'après ma ferme conviction, ce que l'Allemagne peut attendre de mieux. Une issue qu'on pourrait plus au moins qualifier de victorieuse est tout à fait improbable. Plus la guerre se prolongera, plus les chances en faveur de cette issue relativement favorable diminueront et plus les probabilités augmenteront pour un développement de l'action qui, s'il ne se termine pas par la défaite complète de l'Allemagne, marquera cependant un épuisement de ses moyens plus considérable que celui des moyens de ses adversaires et, partant, rendra les conditions de paix moins favorables pour elle que maintenant.

L'Autriche est arrivée à la limite de ses forces. Quant à l'Allemagne, on ne peut pas encore dire qu'elle est plus affaiblie que ses ennemis. Nous sommes encore debout et, partout, nous tenons tête à nos adversaires. Nos réserves en hommes et en argent ne sont point encore épuisées. Mais ce régime du « encore » ne durera plus longtemps. Il est ridicule de vouloir suivre l'exemple de l'autruche qui cache sa tête dans le sable pour ne pas voir le danger. Nos ennemis se rendent bien compte des faiblesses de notre organisme social et des germes des maladies qui amèneront notre mort.

Nous pouvons encore obtenir une paix honorable. En la demandant de notre propre chef, nous expierons une petite partie du tort que nous avons commis en provoquant cette catastrophe mondiale, du tort qui nous a attiré la haine et l'horreur de tout le monde civilisé, de nos ennemis comme des neutres.

La question des culpabilités.

Ce ne sont ni la jalousie, ni l'envie, ni les mensonges qui nous ont aliéné les sympathies, ce sont nos propres actions. Les étrangers, surtout les neutres, savent mieux que le peuple allemand comment les choses se sont passées et qui porte la responsabilité de la catastrophe. Les neutres connaissent assez notre situation politique intérieure pour savoir que, sous un masque constitutionnel, nous sommes gouvernés autocratiquement. Ils ont pu voir que le chancelier allemand, désavoué par les trois cinquièmes du Parlement, restait en fonctions grâce à l'appui de la Cour et des cercles militaires. Cela ne se produirait dans aucun pays civilisé à l'exception de la Russie. Ils savent, en outre, que le peuple prussien n'a pas de droits politiques et qu'il est gouverné par une coterie de junkers qui ont, de tout temps, accaparé les premières places dans le cabinet et dans l'armée.

Ils savent avant tout — et voici le point capital de mon exposé :

« Que cette guerre a été projetée et préparée depuis longtemps par l'Allemagne et l'Autriche, non seulement militairement, mais aussi politiquement;

» Que l'on était résolu depuis longtemps à faire croire au peuple allemand que cette guerre offensive était une guerre défensive, car c'était le seul moyen d'éveiller l'enthousiasme populaire;

» Que cette guerre avait pour but d'obtenir d'abord l'hégémonie sur le continent et de déposséder ensuite l'Angleterre de son rôle de première puissance mondiale, d'après le principe : Ote-toi que je m'y mette. »

Nous avons nous-mêmes, dans des écrits en notre langue, fourni des preuves si aveuglantes de ces faits et de ces aspirations, qu'il est aussi ridicule que vain de vouloir battre en brèche la conviction du monde par des publications sans consistance qui doivent servir « à l'éclairer ».

---

(1) Peu de temps avant l'impression de cet ouvrage, je lisais le communiqué officiel du 15 janvier rédigé par le grand état-major. On y relate avec fierté que dans les combats près de Soissons 4 à 5,000 cadavres français sont restés sur le champ de bataille. Et combien de cadavres allemands? Et combien de blessés des deux côtés? Les Allemands, en tant qu'agresseurs, ont subi au moins les mêmes pertes que les Français. Le nombre total des morts est donc de 10,000 hommes! Les blessés sont, d'après les statistiques établies, trois fois plus nombreux que les morts. En tout, 40,000 hommes hors de combat dans une bataille!

II. — LES ANTÉCÉDENTS DU CRIME.

NOS IMPÉRIALISTES : BERNHARDI & Cie.

L'ouvrage de Bernhardi : « Deutschland und der nächste Krieg », celui de Frobenius : « Des Deutschen Reiches Schicksalsstunde », les livres de Treitschke : « Deutsche Geschichte » et « Politik » sont aussi connus à l'étranger qu'en Allemagne et la plupart d'entre eux ont été traduits. Nulle part les tendances impérialistes d'une coterie politique n'ont été exposées avec plus de précision que dans ces écrits et, suivant leurs auteurs, mieux justifiées.

Quelques citations de Bernhardi suffiront à le prouver. Celui-ci est un général prussien de cavalerie ; il est, si je ne me trompe pas, chargé d'un commandement dans l'armée de l'Est et il a déjà reçu la croix de fer de 1re classe. On ne peut contester qu'il n'exprime les vues de cercles allemands dominants.

On dit à la page 305 de son livre :

« Elle (la presse) ne pourra plus compter au moment du danger et du besoin sur un peuple prêt et dévoué, si elle voit avec indifférence que dans son sein l'esprit guerrier est systématiquement étouffé, qu'un amolissant esprit de paix y est prêché, ou que ses propres organes adoptant ce ton, répètent que le maintien de la paix est le devoir de la politique. Elle doit tout faire pour entretenir le sentiment guerrier et pour expliquer au peuple les devoirs et les buts d'une grande politique.

» Elle doit toujours rendre attentif à la signification et à la nécessité de la guerre, instrument indispensable de la politique et de la culture, et au devoir du sacrifice et du dévouement personnel à la patrie et à l'Etat. »

Page 307 :

« L'âme de notre peuple ne se reflète pas dans la presse qui loue cette orientation pacifique, qui met toujours en avant la nécessité de maintenir la paix et qui dissuade d'entreprendre toute action politique énergique et hardie en la qualifiant de « politique aventureuse ».

» Dans l'âme de notre peuple, il y a, au contraire, le désir profond de se faire estimer à sa valeur (« nach Weltgeltung »), le désir de l'action virile. Cette âme vibre à chaque parole énergique, à chaque acte politique décisif du gouvernement, qui, pour ainsi dire, dénouent le lien qui retient les forces. Une grande partie de la presse nationale, à diverses reprises, a fort bien exprimé ce sentiment. L'homme d'Etat qui saurait satisfaire ce désir sommeillant dans le cœur de notre peuple, sans se soucier des clameurs de quelques partis et de leur presse, entraînerait tous les esprits avec lui. »

Page 309 :

« Une telle politique (la politique belliqueuse) est aussi la meilleure école pour rendre un peuple capable de grandes actions militaires. En aiguillant les esprits vers un grand but, on les oblige à concevoir résolument la pensée de la guerre et à s'y préparer moralement.

» « Plus l'homme a des desseins élevés, plus il s'élève... » Nous, Allemands, nous avons certainement à remplir un devoir plus important et plus grand envers la culture que les Japonais, mais, comme eux, nous ne pouvons l'accomplir qu'avec l'épée.

» Devrions-nous renoncer au plus efficace moyen de préparer notre peuple à ses devoirs militaires, à une politique courageuse et agissante? »

Page 327 :

« Sans enjeu et sans risques, on ne peut pas faire de la politique avec succès. Elle doit être consciente de son but et ne pas le perdre de vue. Elle doit utiliser à son profit toutes les modifications de la situation et tous les événements imprévus, mais elle doit surtout savoir profiter du moment favorable et ne pas reculer devant une action hardie quand la situation générale lui offre la possibilité de réaliser ses desseins ou de faire une guerre nécessaire dans des conditions avantageuses. »

Page 328 :

« Que le vieux Fritz, à cet égard aussi (il s'agit de savoir si l'on peut ne pas respecter les droits historiques), nous serve de modèle et nous apprenne à diriger notre politique avec un réalisme inflexible, de manière que la situation générale devienne favorable à nos desseins politiques, et à ne pas négliger la faveur du moment.

» C'est un abus de langage que commet notre timide époque en stigmatisant du nom de « politique aventureuse » une politique entreprenante et qui poursuit des buts positifs. »

A la page 330, l'auteur montre que la préparation politique de la guerre doit marcher de pair avec la préparation militaire afin de rendre possible l'attaque au moment où la préparation militaire est la plus favorable :

« On sait que le chef de l'armée doit, en temps de paix, comme en temps de guerre, se tenir éloigné de toute politique. C'est une exigence qui ne se justifie qu'à moitié. Au contraire, le ministre de la guerre et le chef d'état-major doivent se tenir au courant de toutes les fluctuations et de toutes les éventualités de la politique. On doit même leur permettre d'exercer une certaine influence sur la politique, afin qu'ils puissent régler leurs mesures d'après les besoins et être au moins autorisés à inviter l'homme d'Etat à agir quand la situation militaire est particulièrement favorable. »

Page 334 :

« Le désavantage qu'offre la lutte sur deux fronts ne peut être évité que si la politique crée la possibilité d'agir offensivement et, si possible, d'écraser un adversaire avant que l'autre puisse attaquer. De cette initiative dépend notre salut, comme au temps de Frédéric le Grand. Nous devons être persuadés de cette vérité et ne pas la méconnaître. »

Dans la même page, Bernhardi prescrit à notre diplomatie de brouiller les cartes de façon que nous soyons attaqués par la France, et il continue :

« Ce point de vue doit être pris en considération, mais il ne faut pas espérer provoquer cette attaque par une attente oisive. « Ni la France, ni » l'Angleterre, ni la Russie n'ont besoin de nous attaquer pour sauvegarder » leurs intérêts. » Aussi longtemps que nous reculerons devant une attaque, ces Etats nous imposeront leurs volontés par des moyens diplomatiques ; l'issue de l'affaire marocaine nous l'a prouvé et vraisemblablement la fin de la crise balkanique le prouvera aussi. Si nous voulons contraindre nos ennemis à prendre les devants, nous devons commencer une action politique qui, sans constituer une attaque contre la France, porte si vivement atteinte à ses intérêts et à ceux de l'Angleterre, que ces deux nations soient obligées d'attaquer. Les affaires d'Europe ou celles d'Afrique offrent assez d'occasions pour une action semblable. »

C'est clair, n'est-ce pas? Non seulement les tendances de la politique allemande sont dévoilées, mais même les procédés en sont indiqués en détail. Le chancelier, on doit le lui laisser, a été un docile élève du général.

Il s'est acquitté magistralement de sa tâche qui consistait à brouiller les cartes de telle sorte qu'une guerre offensive passât pour une guerre d'indépendance, du moins aux yeux du stupide Michel, car il y a longtemps que le monde s'est aperçu de cette gigantesque tromperie.

Ecoutons encore M. Bernhardi nous révéler ses secrets :

Page 342 :

« La plus déplorable conséquence de notre politique marocaine est incontestablement la profonde scission qu'elle a provoquée entre le gouvernement et les partis nationaux. De nombreux cercles du peuple, et même certaines classes de la société qui, malgré leur opposition au gouvernement, étaient favorables à une représentation de l'Empire à l'étranger ont perdu confiance.

» Cet ébranlement de la confiance publique, qui s'est révélé ouvertement dans la presse et au Reichstag, est, à mon avis, le plus grand désavantage de l'accord franco-allemand. »

Bernhardi aurait naturellement préféré que, à propos de l'affaire marocaine, nous provoquassions une guerre européenne. Mais, il se console à la pensée que l'occasion se représentera :

Page 341 :

« C'est pourquoi nous n'avons pas besoin de considérer cet accord comme définitif. Il pourra être soumis à une revision comme celui d'Algésiras et, à cet égard, il a l'avantage de créer de nombreuses « surfaces de friction » avec la France. »

C'est le record ; Bernhardi ne donne son adhésion conditionnelle au traité international qui a empêché une guerre que parce qu'il offre de nouvelles « surfaces de friction » et qu'il espère qu'il conduira bientôt à la guerre désirée.

Les passages se rapportant à nos relations avec l'Angleterre et aux négociations que menait en ce moment lord Haldane à Berlin sont particulièrement instructifs. Les propositions faites par l'Angleterre pour arriver à une entente politique et maritime avec l'Allemagne seront exposées dans un chapitre spécial. J'y prouverai que les initiatives pour parvenir à une telle entente reviennent toujours à l'Angleterre et que l'Allemagne les a toujours fait échouer par son opposition et par ses conditions inadmissibles. Peut-être a-t-on suivi le conseil de Bernhardi.

Page 343 :

« Les tentatives que l'Angleterre ferait pour se rapprocher de nous ne doivent pas nous tromper sur la vraie situation. Nous devons tout au plus en tirer profit pour retarder la guerre nécessaire et inévitable, jusqu'au moment où nous puissions la faire avec quelques chances de succès. »

(*A suivre.*)

N. B. — *En commençant la publication de* « **J'accuse** », *nous ferons remarquer à nos lecteurs que cet intéressant ouvrage a été écrit en Février dernier. Depuis lors la situation militaire des belligérants s'est modifiée, mais ces modifications ne diminuent en rien la valeur des conclusions de l'auteur. L'intérêt de l'ouvrage réside d'ailleurs surtout dans le récit des événements qui ont précédé les déclarations de guerre et dans l'examen attentif et raisonné des documents diplomatiques qui ont été publiés par les différentes puissances, examen qui prouve de façon irréfutable que l'Autriche et l'Allemagne ont voulu et préparé la guerre et l'ont déchaînée au moment qu'elles croyaient le plus propice à leurs monstrueux projets de conquête et de domination.*